

ANNEXE 8 – VERSION PUBLIQUE

Charges liées aux boucliers tarifaires électricité et gaz et aux amortisseurs électricité, constatées au titre des années 2021 et 2022, et prévisionnelles au titre de l'année 2023

Cette annexe présente les charges de service public de l'énergie au titre de la mise en place des boucliers tarifaires sur le gaz naturel et l'électricité, et des amortisseurs électricité. Les charges constatées au titre des années 2021 et 2022 sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel communiquées à la CRE avant le 31 mars 2023. Les charges prévisionnelles au titre de l'années 2023 sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel communiquées à la CRE avant le 30 avril 2023.

Avertissement

Tous les résultats sont arrondis à une décimale (la plus proche) dans le corps du document. Toutefois, les résultats finaux utilisent uniquement des valeurs intermédiaires exactes non arrondies. De ce fait, il peut parfois survenir un très léger écart entre la somme des valeurs intermédiaires et les valeurs finales.

SOMMAIRE

Table des matières

1. CONTEXTE ET OBJET	3
1.1 RAPPEL DES DISPOSITIFS	3
1.2 CALENDRIER DES DECLARATIONS ET CONTROLES ULTERIEURS	3
2. CHARGES LIEES AU BOUCLIER TARIFAIRE GAZ	3
2.1 RAPPEL DES DECISIONS PRECEDENTES RELATIVES AUX PERTES DE RECETTES ET AUX ACOMPTES	3
2.2 CALCUL DES CHARGES CONSTATEES AU TITRE DE 2021 ET 2022	4
2.3 CALCUL DES CHARGES PREVISIONNELLES AU TITRE DE 2023	5
2.4 SYNTHESE DES CHARGES POUR LES DEUX DISPOSITIFS GAZ PAR OPERATEUR	6
3. CHARGES LIEES AUX BOUCLIERS TARIFAIRES ELECTRICITE ET AMORTISSEURS	6
3.1 RAPPEL DES DECISIONS PRECEDENTES RELATIVES AUX PERTES DE RECETTES ET AUX ACOMPTES	6
3.2 CALCUL DES CHARGES CONSTATEES AU TITRE DE 2022	6
3.3 CALCUL DES CHARGES PREVISIONNELLES AU TITRE DE 2023 POUR LE BOUCLIER ELECTRICITE ET LES AMORTISSEURS	7
3.4 CALCUL DES MONTANTS REDEVABLES AU TITRE DE 2023 POUR LE BOUCLIER TARIFAIRE 2022	9
3.5 SYNTHESE DES CHARGES AU TITRE DES DISPOSITIFS ELECTRICITE POUR 2023 PAR OPERATEUR	9
4. SYNTHESE	9

1. CONTEXTE ET OBJET

1.1 Rappel des dispositifs

Face à la hausse exceptionnelle des prix de gros de l'électricité et du gaz naturel à partir du deuxième semestre 2021, le législateur a mis en place des mesures de protection du consommateur, dont une baisse de la fiscalité sur l'électricité et un gel des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE) et de gaz naturel (TRVG), accompagnées d'une compensation des pertes de recettes des fournisseurs y compris pour les offres de marché. Ces mesures, mises en place dans le cadre de la loi de finances pour 2022, comprennent la limitation de l'augmentation des TRVE à 4% TTC en moyenne au 1er février 2022, et le gel des TRVG à partir du 1^e novembre 2021 à leurs niveaux d'octobre 2021.

Le bouclier tarifaire a été reconduit et étendu à un plus grand nombre de consommateurs par la loi de finances pour 2023. A cet effet, le gel des tarifs réglementés de vente (TRV) a été reconduit en intégrant une augmentation de leurs niveaux de 15% toutes taxes comprises au 1er janvier 2023 pour les TRVG et au 1er février 2023 pour les TRVE, ainsi que pour les dispositifs de compensation des pertes de recettes pour les TRV et les offres de marché.

Par ailleurs, le IX de l'article 181 de la loi de finances pour 2023 a mis en place le dispositif dit d'« amortisseurs électricité » ayant pour objectif de protéger un certain nombre de consommateurs professionnels face à la hausse des prix de l'électricité constatée dans leurs contrats pour l'année 2023.

Les pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité et de gaz au titre des dispositifs de « boucliers tarifaires électricité », « bouclier tarifaire gaz » et d'« amortisseurs électricité » constituent des charges de service public de l'énergie compensées par l'Etat.

La CRE a effectué, conformément aux points V et X de l'article 181 de la loi de finances pour 2023 en janvier-février 2023 (gaz et électricité) et en mars-avril 2023 (uniquement électricité) des évaluations simplifiées des pertes de recettes des fournisseurs, faisant l'objet d'acomptes à verser.

La CRE évalue dans la présente délibération les charges de service public de l'énergie constatées au titre des boucliers tarifaires pour les années 2021 et 2022, et les charges de service public de l'énergie prévisionnelles au titre des boucliers tarifaires et des amortisseurs pour l'année 2023. La présente délibération prend en compte les déclarations des fournisseurs et intègre les contraintes limitant le montant de compensation versé prévues par les articles 181 des lois de finances pour 2022 et pour 2023, à l'exception de la limite de couverture des coûts d'approvisionnement pour les dispositifs 2023 qui sera prise en compte ultérieurement, comme précisé dans la délibération de la CRE du 23 mars 2023¹.

1.2 Calendrier des déclarations et contrôles ultérieurs

Le montant constaté des charges de service public de l'énergie de chaque fournisseur au titre des boucliers tarifaires et des amortisseurs pour l'année 2023 sera établi par la CRE dans le cadre de l'exercice d'évaluation des charges de service public de l'énergie pour le réalisé 2023 par une délibération qui sera prise en juillet 2024. Avant cette délibération, la CRE a l'intention :

- 1) de procéder à un contrôle des méthodologies des fournisseurs de répercussion des compensations aux consommateurs et à un examen des modalités de construction des offres en lien avec la répercussion ;
- 2) de proposer aux fournisseurs qui le souhaitent un guichet additionnel d'information, notamment permettant d'évaluer l'impact de la limitation de ces charges par les coûts d'approvisionnement, sans nouvelle délibérations sur les charges prévisionnelles 2023.

2. CHARGES LIEES AU BOUCLIER TARIFAIRE GAZ

2.1 Rappel des décisions précédentes relatives aux pertes de recettes et aux acomptes

Délibérations prises en 2022 sur le bouclier tarifaire 2022

Dans sa délibération n°2022-36 du 27 janvier 2022², la CRE a évalué l'acompte à verser aux fournisseurs de moins de 300 000 clients en compensation du gel des tarifs réglementés de vente de gaz naturel, en application

¹ Délibération 2023-78 du 23 mars 2023 portant décision sur les modalités de déclaration des pertes de recettes, des coûts d'approvisionnement de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz et de leur affectation pour les boucliers tarifaires et des amortisseurs électricité

² Délibération 2022-36 du 27 janvier 2022 portant décision sur l'acompte versé aux fournisseurs de moins de 300 000 clients en compensation du gel des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

de l'article 181 de la loi de finances pour 2022. Le montant total de ces acomptes a été estimé à **80,0 M€** (9,5 M€ pour novembre-décembre 2021, et 70,5 pour le premier semestre 2022).

Dans sa délibération n° 2022-202 du 13 juillet 2022³, la CRE a évalué les charges de service public de l'énergie liées au bouclier tarifaire gaz 2022 au titre de 2021 et 2022. Les charges prévisionnelles au titre de 2021 ont été estimées à **351,6 M€**, plus 3 M€ de frais financiers. Les charges prévisionnelles au titre de 2022 ont été estimées à **1 048,1 M€**.

Dans sa délibération n° 2022-272 du 3 novembre 2022 relative à la réévaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023, la CRE a réévalué le montant des charges liées au bouclier tarifaire gaz pour 2021 et 2022 à **3 549,3 M€**. Le même jour, dans sa délibération n° 2022-271 du 3 novembre 2022 portant évaluation des pertes des fournisseurs dans le cadre de la compensation du gel des tarifs réglementés de vente de gaz naturel prise en application de l'article 37 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022, les acomptes à verser avant le 30 novembre 2022, incluant les acomptes au titre du deuxième semestre, ont été évalués à un total de **580,0 M€**, y compris les acomptes versés au premier semestre.

Délibérations prises en 2023 sur le bouclier tarifaire 2023

Dans sa délibération n° 2023-32 du 25 janvier 2023⁴, la CRE a évalué le montant des charges lié au bouclier tarifaire gaz sur le premier semestre 2023, en application de l'article 181 de la loi de finances pour 2023. Le montant total des charges prévisionnelles à compenser au titre du premier semestre 2023 a été évalué à **1 805,6 M€**, dont **281,1 M€** ont fait l'objet d'acomptes versés avant le 28 février 2023. Un volume global de 42,1 TWh a été déclaré sur l'ensemble du semestre.

2.2 Calcul des charges constatées au titre de 2021 et 2022

Règles appliquées

Les pertes de recettes sur les parts variables sont calculées par application de montants unitaires mensuels égaux à l'écart entre :

- les TRV théoriques et gelés d'ENGIE, sauf pour le cas suivant ;
- les TRV théoriques et gelés de chaque ELD concernée, pour les offres aux TRV ELD et indexées sur les TRV ELD.

Les montants unitaires utilisés issus des TRVG d'ENGIE sont les suivants (en c€/KWh) :

	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22
Base	1,72	3,76	3,41	5,97	3,52	3,17	7,03	4,37	4,27	5,59	9,47	16,33	15,07	11
B0	1,72	3,76	3,41	5,97	3,52	3,17	7,03	4,37	4,38	5,7	9,58	16,44	15,18	11,11
B1	1,72	3,76	3,41	5,97	3,52	3,17	7,03	4,37	4,18	5,5	9,38	16,24	14,98	10,91
B2I	1,72	3,76	3,41	5,97	3,52	3,17	7,03	4,37	4,18	5,5	9,38	16,24	14,98	10,91
Moy.	1,72	3,76	3,41	5,97	3,52	3,17	7,03	4,37	4,24	5,56	9,41	16,26	14,99	10,92

Les volumes déclarés par les fournisseurs ont fait l'objet de contrôles de vraisemblance, sans que des besoins de retraitements aient été identifiés.

Les pertes de recettes des fournisseurs sont compensées « *dans la limite de la couverture des coûts d'approvisionnement effectivement supportés* ». La méthode utilisée pour 2022 correspond à celle décrite pour 2023 dans la délibération 2023-78 du 23 mars 2023 portant décision sur les modalités de déclaration des pertes de recettes, des coûts d'approvisionnement de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz et de leur affectation pour les boucliers tarifaires et des amortisseurs électricité. La CRE a ainsi comparé les coûts d'approvisionnements déclarés par les fournisseurs, en moyenne pondérée des volumes sur une base annuelle, et réduit les compensations dans les cas où les coûts d'approvisionnement du fournisseur sont inférieurs à 98,5% des coûts d'approvisionnement sous-jacents aux TRVG d'ENGIE. Les retraitements au titre des coûts d'approvisionnement sont de 33,9 M€ (pour 19 fournisseurs).

³ Délibération 2023-32 du 25 janvier 2023 portant évaluation des pertes des fournisseurs dans le cadre de la définition des acomptes à verser aux fournisseurs en compensation du gel des tarifs réglementés de vente de gaz naturel prise en application de l'article 181 de la loi de finances pour 2023

⁴ Délibération 2023-32 du 25 janvier 2023 portant évaluation des pertes des fournisseurs dans le cadre de la définition des acomptes à verser aux fournisseurs en compensation du gel des tarifs réglementés de vente de gaz naturel prise en application de l'article 181 de la loi de finances pour 2023

Montant des charges

Le montant des charges constatées au titre de l'année 2021 est évalué à **340,4 M€**. Le montant des charges au titre de l'année 2022 est évalué à **3 154,7 M€**.

2.3 Calcul des charges prévisionnelles au titre de 2023

Règles appliquées

Les pertes de recettes sur les parts variables sont calculées par application de montants unitaires mensuels égaux à l'écart entre :

- les TRV théoriques et gelés d'ENGIE, sauf pour le cas suivant ;
- les TRV théoriques et gelés de chaque ELD concernée, pour les offres aux TRV ELD, et indexées sur les TRV ELD en vigueur au 31 août 2022.

	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22
Base	6,42	5,98	1,74	0,23	0,00	0,00
B0	6,53	6,09	1,85	0,34	0,00	0,00
B1	6,33	5,89	1,65	0,14	0,00	0,00
B2I	6,33	5,89	1,65	0,14	0,00	0,00
MU moyen	6,34	5,90	1,66	0,15	0,00	0,00

Les volumes déclarés par les fournisseurs ont fait l'objet de contrôles de vraisemblance, sans que des besoins de retraitements aient été identifiés.

L'exercice d'évaluation des pertes prévisionnelles au titre de 2023 prend en compte l'application de deux des trois contraintes prévues par la loi de finance pour 2023 pour les boucliers tarifaires :

- la première contrainte, visant à contrôler que le prix de l'électricité et du gaz facturé au client n'est pas inférieur au prix de l'électricité ou du gaz des TRV ;
- la deuxième contrainte, visant à contrôler que les pertes compensées correspondent à des montants répercutés par les fournisseurs par leurs prix réduits, et n'excèdent pas le montant nécessaire pour ramener l'intégralité des offres du fournisseur au prix de l'énergie des TRV gelés.

Ces deux contraintes et les volumes prévisionnels déclarés ont fait l'objet d'analyses et de contrôles approfondis.

Comme précisé dans la délibération du 30 mars 2023⁵, la CRE considère que la référence à retenir au stade de la contrainte 1 est la composante « coûts d'approvisionnement » du prix complet de fourniture. En conséquence, pour les offres dont les fournisseurs ont justifié, dans le cadre de leur déclaration, que les prix de vente inférieurs au TRVG étaient permis par une compétitivité trouvée hors des coûts d'approvisionnement, la CRE a retenu des charges correspondantes à hauteur de cette compétitivité. Pour les autres offres, la CRE n'a pas retenu de charges pour les montants correspondant à l'écart sous le TRV.

Concernant la deuxième contrainte, la CRE a pris en compte les pertes des fournisseurs résultant des écarts de parts variables avant et après compensation déclarés sur chaque offre, tout en plafonnant ces pertes par le montant nécessaire à ramener l'ensemble des clients au TRV gelé.

Les retraitements au titre de ces deux contraintes sont de 108,7 M€ (pour 24 fournisseurs) pour les charges prévisionnelles 2023.

Montant des charges

Sur le fondement des déclarations des fournisseurs à la CRE portant sur leur portefeuille prévisionnel pour le premier semestre 2023 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant des pertes de recettes prévisionnelles au titre du premier semestre 2023 est évalué à **1 350,45 M€**.

⁵ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 30 mars 2023 portant décision sur les modalités de déclaration et d'évaluation des charges prévisionnelles au titre des dispositifs de boucliers et d'amortisseurs pour l'année 2023

2.4 Synthèse des charges pour les deux dispositifs gaz par opérateur

Tableau 1 : Charges constatées et prévisionnelles des fournisseurs de gaz entre le 1er novembre 2022 et le 30 juin 2023 et acompte versé en 2022				
Opérateur	Charges constatées au titre de 2021 (€)	Charges constatées au titre de 2022 (€)	Charges prévisionnelles au titre de 2023 (€)	Acomptes 2022 (€)
Total	340 427 951	3 154 749 247	1 350 453 630	579 942 093

3. CHARGES LIEES AUX BOUCLIERS TARIFAIRES ELECTRICITE ET AMORTISSEURS

3.1 Rappel des décisions précédentes relatives aux pertes de recettes et aux acomptes

Délibérations prises en 2022 sur le dispositif de bouclier tarifaire 2022

Dans sa délibération n° 2022-99 du 31 mars 2022⁶, la CRE a évalué l'acompte à verser aux fournisseurs de moins d'un million de clients résidentiels en compensation du bouclier tarifaire électricité 2022, en application de l'article 181 de la loi de finances pour 2022. Le montant total de ces acomptes a été estimé à **131,3 M€**.

Sur le fondement des déclarations réalisées par les fournisseurs avant le 30 avril 2022, le montant total de pertes prévisionnelles de recettes au titre de l'année 2022 (portant sur la période de février 2022 à janvier 2023) a été évalué à **857,1 M€** (soit 725,8 M€ nets des acomptes déjà perçus par les opérateurs). Ces montants constituent des charges prévisionnelles au titre de 2022.

En contrepartie des compensations versées au titre du bouclier tarifaire 2022, les fournisseurs sont tenus de reverser à l'Etat un montant redevable équivalent à la composante de rattrapage intégrée dans les TRVE 2023 proposés par la CRE, pour rembourser la compensation obtenue. Ce montant redevable est intégré dans le coût du TRVE et donc dans le montant unitaire qui sert de base aux compensations des fournisseurs au titre du bouclier 2023. Le montant redevable total avait été réévalué dans la délibération 2022-272 du 3 novembre 2022 à **1 047,3 M€**.

Délibérations prises en 2023 sur les dispositifs de bouclier tarifaire et amortisseurs 2023

Dans ses délibérations n° 2023-61 (guichet de janvier) et n° 2023-106 (guichet de mars), la CRE a évalué l'acompte à verser aux fournisseurs en compensation du bouclier tarifaire électricité, ainsi que l'avance sur les acomptes d'avril à juillet pour les fournisseurs de moins d'un million de clients résidentiels qui en ont fait la demande, en application de l'article 181 de la loi de finances pour 2022. Les exercices d'évaluation simplifiée pour les acomptes n'incluaient pas la prise en compte des « contraintes » prévues par la loi de finance.

A l'issue des déclarations des fournisseurs et de la délibération n° 2023-61 pour le guichet de janvier, le montant total des pertes prévisionnelles s'élevait à 27 603,8 M€.

A l'issue des déclarations des fournisseurs et de la délibération n° 2023-106 pour le guichet de mars, le montant total des pertes prévisionnelles mis à jour s'élevait à 27 196,0 M€.

3.2 Calcul des charges constatées au titre de 2022

Règles appliquées

Les charges de service public de l'énergie de 2022 au titre du bouclier tarifaire électricité concernent les pertes supportées par les fournisseurs pour les volumes livrés entre le 1er février 2022 et le 31 janvier 2023.

Les pertes de recettes sont calculées par application de montants unitaires annuels issus de l'écart entre les TRVE théoriques et gelés moyens. Lesdits montants unitaires constatés finaux sont mis à jour dans le cadre de la présente délibération pour prendre en compte la répartition finale des consommations entre options et entre semestre, dans

⁶ Délibération 2022-36 du 31 mars 2022 portant évaluation des versements anticipés prévus à l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 vers les fournisseurs ayant moins d'un million de clients résidentiels

la mesure où ils résultent de l'écart entre la moyenne pondérée des TRV théorique et la moyenne pondérée des TRV gelés. Les montants unitaires en résultant sont les suivants (en €/MWh) :

Tableau 2 : Montants unitaires utilisés dans le calcul des pertes au titre du bouclier tarifaire 2022	
Montant Unitaire Rés bleu	15,91
Montant Unitaire Pro bleu	16,84
Montant Unitaire jaune	10,46
Montant Unitaire vert	10,55

Les volumes déclarés par les fournisseurs ont fait l'objet de contrôles de vraisemblance, notamment avec les données transmises par les GRD, sans que des besoins de retraitements aient été identifiés.

Concernant les volumes liés aux clients professionnels, la CRE a effectué un contrôle supplémentaire. En effet, le bouclier tarifaire petits professionnels a été ajouté ex post, par la loi de finance pour 2023, et concerne les clients éligibles aux TRVE identifiés par les fournisseurs. Tous les clients professionnels raccordés en moins de 36 kVA ne sont donc pas éligibles, et il revenait au fournisseur d'identifier ceux qui l'étaient. La CRE a donc contrôlé que la compensation était demandée pour des clients identifiés, et que la méthodologie d'identification permettait réellement d'identifier les clients éligibles. A défaut, la CRE n'a pas constaté de pertes au titre du bouclier tarifaire petits professionnels. A ce titre, la CRE a retraité 734 k€, concernant 19 fournisseurs.

Montant des charges et détail par opérateur

Le montant des charges constatées au titre du bouclier tarifaire électricité pour l'année 2022 est réévalué à **825,9 M€** (dont 131,3 M€ d'acomptes déjà versés).

Tableau 3 : Pertes constatées au titre de 2022 au titre du bouclier tarifaire 2022	
Fournisseur	Pertes constatées (€)
Total	825 851 826

3.3 Calcul des charges prévisionnelles au titre de 2023 pour le bouclier électricité et les amortisseurs

Règles appliquées

Les charges de service public de l'énergie de 2023 au titre du bouclier tarifaire électricité 2023 concernent les pertes supportées pour les volumes livrés entre le 1er février 2023 et le 31 janvier 2024. Les charges de service public de 2023 au titre des amortisseurs concernent les pertes supportées pour les volumes livrés sur l'année calendaire 2023.

Les charges au titre du bouclier 2023 sont calculées par application de montants unitaires mensuels issus de l'écart les TRV théoriques et gelés moyens.

Les montants unitaires utilisés pour les calculs des compensations correspondent à l'écart entre le TRV moyens gelés et les TRV moyens théoriques. Lors de l'évaluation des premiers acomptes du bouclier tarifaire 2023, dans sa délibération 2023-61, la CRE avait défini ces montants unitaires sur une base prévisionnelle en ne prenant pas d'hypothèse d'évolution ni du TRV théorique ni du TRV gelé. Dans la délibération de la CRE n° 2023-148 du 22 juin 2023 portant proposition des tarifs réglementés de vente d'électricité à compter du 1^{er} août 2023, les TRV théoriques ont été revus à la hausse. Sans décision du gouvernement quant au niveau de gel applicable à compter du 1^{er} août 2023, une hypothèse de stabilité du gel a été privilégiée. Les montants unitaires prévisionnels sont donc revus à la hausse également, et sont à présent les suivants (en €/MWh) :

Tableau 3 : Montants unitaires utilisés dans le calcul des pertes au titre du bouclier tarifaire 2023	
Montant Unitaire Rés bleu	144,59
Montant Unitaire Pro bleu	144,94
Montant Unitaire jaune	123,56
Montant Unitaire vert	136,33
Montant Unitaire Tarif de Cession	147,02

Le montant de pertes au titre des amortisseurs a été calculé, conformément au décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022 tel que modifié par le décret n° 2023-61 du 3 février 2023, sur la base d'un prix d'exercice de 180 €/MWh pour l'amortisseur et de 230 €/MWh pour le sur-amortisseur, et un plafond de la part variable compensée de 500 €/MWh pour l'amortisseur, avec une quotité de 50% pour l'amortisseur et 100% pour le sur-amortisseur.

Les volumes déclarés par les fournisseurs ont fait l'objet de contrôles de vraisemblance au regard des données transmises par les GRD, et des volumes d'ARENH alloués. Pour les boucliers, les volumes déclarés ont été plafonnés lorsque la projection de croissance des volumes en cours d'année était excessive et sans justification au regard des volumes observés les premiers mois de 2023.

Concernant le bouclier tarifaire petits professionnels et les amortisseurs, les déclarations ont également été examinées au regard du taux de collecte des attestations. Eu égard à la chronologie de collecte de celles-ci, les pertes prévisionnelles pour chacun des dispositifs d'amortisseur et de sur-amortisseur ont été plafonnées à hauteur de 133,33% des pertes calculées pour les clients déclarés comme ayant remis leurs attestations. Concernant le bouclier tarifaire, les pertes prévisionnelles ont été plafonnée au prorata de 133,33% du nombre de clients déclarés comme ayant remis leurs attestations.

L'exercice d'évaluation des pertes prévisionnelles au titre du bouclier électricité 2023 prend en compte l'application de deux des trois contraintes prévues par la loi de finance pour 2023 pour les boucliers tarifaires :

- la première contrainte, visant à contrôler que le prix de l'électricité et du gaz facturé au client n'est pas inférieur au prix de l'électricité ou du gaz des TRV ;
- la deuxième contrainte, visant à contrôler que les pertes compensées correspondent à des montants répercutés par les fournisseurs via leurs prix réduits, et n'excèdent pas le montant nécessaire pour ramener l'intégralité des offres du fournisseur au prix de l'énergie des TRV gelés.

Ces deux contraintes et les volumes prévisionnels déclarés ont fait l'objet d'analyses et de contrôles approfondis.

Comme précisé dans la délibération du 30 mars 2023⁷, la CRE considère que la référence à retenir au stade de la contrainte 1 est la composante « coûts d'approvisionnement » du prix complet de fourniture. En conséquence, pour les offres dont les fournisseurs ont justifié, dans le cadre de leur déclaration, que les prix de vente inférieurs aux TRVE étaient permis par une compétitivité trouvée hors des coûts d'approvisionnement, la CRE a constaté des pertes sous le TRVE à hauteur de cette compétitivité. Pour les autres offres, la CRE n'a pas constaté de pertes pour les montants correspondant à l'écart sous le TRVE.

Concernant la deuxième contrainte, la CRE a pris en compte le minimum entre les pertes calculées par application des montants unitaires à l'ensemble des volumes déclarés, et les pertes résultant des écarts de parts variables avant et après compensation déclarés sur chaque offre augmenté du montant redevable 2022. En effet, pour les offres dont les prix avaient été définis sans intégrer le coût du montant redevable 2022, le fournisseur peut conserver ce montant de compensation en complément de la répercussion faite à son client. Les contrôles relatifs à la validité de ce cas de figure seront faits simultanément à l'examen de la contrainte 3 ultérieurement, ce coût a donc été couvert pour toutes les offres dans la présente évaluation prévisionnelle. La compensation a été également plafonnée par le montant nécessaire à ramener l'ensemble des clients au TRV gelé.

Au total, les retraitements de la CRE **concernant le bouclier tarifaire 2023** par rapport aux déclarations des fournisseurs s'élèvent à :

- 114,5 M€ concernant 35 fournisseurs, sur la crédibilité des volumes,
- 27,8 M€, concernant 15 fournisseurs, sur le plancher de compensation aux TRVE gelés,
- 1 877,3 M€, concernant 42 fournisseurs, sur la répercussion effective aux clients dans la limite du foisonnement autorisé,
- 8,0 M€, concernant 3 fournisseurs, sur des défauts de certifications et/ou déclarations erronées.

Les retraitements de la CRE concernant les amortisseurs s'élèvent à :

- 154,6 M€ concernant 27 fournisseurs, sur la crédibilité des volumes.

Montant des charges

Le montant de pertes de recettes prévisionnelles au titre de l'année 2023 est évalué à **23 522,6 M€**, dont **20 838,8 M€** pour les boucliers tarifaires (**y compris les montants redevables, voir ci-après**) et **2 683,6 M€** pour les amortisseurs. Ces montants constituent des charges prévisionnelles au titre de 2023. Du fait principalement de la prise en

⁷ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 30 mars 2023 portant décision sur les modalités de déclaration et d'évaluation des charges prévisionnelles au titre des dispositifs de boucliers et d'amortisseurs pour l'année 2023

compte de deux des trois contraintes prévues par la loi, ces montants sont en baisse de **2 688,6 M€** par rapport à la dernière évaluation de la CRE figurant dans la délibération n° 2023-106 du 13 avril 2023.

3.4 Calcul des montants redevables au titre de 2023 pour le bouclier tarifaire 2022

Règles appliquées

Le montant redevable au titre du bouclier tarifaire 2022 est un montant dû à l'Etat par les fournisseurs en 2023. Il est calculé par un montant unitaire appliqué aux volumes éligibles aux boucliers 2023 (qu'ils soient associés ou non à des pertes de recettes 2023).

Les volumes déclarés par les fournisseurs ont fait l'objet de contrôles de vraisemblance au regard des données transmises par les GRD. Les volumes déclarés ont été revus à la hausse au regard de ces données et des déclarations prévisionnelles de l'année précédente, lorsque les volumes déclarés semblaient clairement ne pas couvrir tout le périmètre des volumes éligibles aux boucliers.

Les montants unitaires prévisionnels mis à jour sont les suivants : **15,96 €/MWh pour les clients résidentiels et 14,26 €/MWh pour les clients non résidentiels.**

Montant des charges

Le total des montants redevables prévisionnels dus par les opérateurs au titre du bouclier 2022 est de **984,8 M€**.

3.5 Synthèse des charges au titre des dispositifs électricité pour 2023 par opérateur

Nom de l'opérateur	Total (€)	Pertes de recettes au titre du bouclier tarifaire 2023 (€)	Montants redevables au titre du bouclier tarifaire 2022 (€)	Pertes de recettes au titre des amortisseurs 2023 (€)
Totaux	23 522 625 640	21 823 594 702	984 776 823	2 683 807 761

4. SYNTHÈSE

Sur la base des éléments exposés dans la présente annexe, la CRE a calculé le bilan des charges à compenser aux fournisseurs pour 2023, ou à reverser par ces derniers. Ces charges sont intégrées à l'action budgétaire « Mesures exceptionnelles de protection des consommateurs » du programme budgétaire dédié aux charges de service public de l'énergie.

Le montant total des charges prévisionnelles liées aux boucliers et amortisseurs à compenser au titre de 2023 s'élève à **24 873,1 M€**, dont **23 522,6 M€** pour les fournisseurs d'électricité et 1 350,5 M€ pour les fournisseurs de gaz naturel.

Le montant total des charges constatées liées aux boucliers et amortisseurs à compenser au titre de 2021 et 2022 s'élève **4 321,0 M€**, dont **825,9 M€** pour les fournisseurs d'électricité et **3 495,2 M€** pour les fournisseurs de gaz naturel. S'y ajoutent des frais financiers⁸.

	Electricité	Gaz naturel
Charges au titre de 2023	23 522,6 M€	1 350,5 M€
Charges au titre de 2022	825,9 M€	3 154,7 M€
Charges au titre de 2021	0,0 M€	340,4 M€ (soit 351,6 M€ de charges constatées en 2022, moins 11,2 M€ de reliquat à déduire en 2024)
Déduction de l'acompte versé en 2022	- 131,3 M€	- 579,9 M€

Les modalités de calcul des charges de service public de l'électricité dans leur globalité, ainsi que des frais financiers y afférents, sont exposées dans l'annexe 6. Le détail des charges par opérateur, charges hors boucliers et amortisseurs et charges liées aux boucliers et amortisseurs, ainsi que les frais financiers associés à chaque catégorie, y est donné.

⁸ En application des articles L. 121-19-1 et L. 121-41 du code de l'énergie, les écarts entre les prévisions et les charges constatées portent intérêt, à un taux fixé à 1,72 % par l'article R. 121-31.